

Nous sommes revendicatifs à la CGT!

Le 1^{er} mai, nombre de camarades ont porté leurs revendications sous diverses formes : voir le flash spécial 1^{er} mai.

Le gouvernement a présenté son projet de loi pour proroger l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 23 juillet en première lecture au Sénat: 89 votes contre et 80 pour.

« La France est prête » a dit le Ministre de la Santé dès le 18 février...et on a vu l'impact du Covid. Et maintenant « la France est prête pour le déconfinement » mais à partir d'une carte de couleur qui a changé dès le jour de parution. On rouvre les écoles partiellement, aux instits et aux communes d'assumer. Il faut retourner au travail, à chacun de respecter et de faire respecter les mesures sanitaires ! Les personnes les plus à risque doivent être vigilantes et responsables. Voilà ce que nous dit le gouvernement. Selon un sondage Odaxa du 6 mai, 6 français sur 10 ne font pas confiance au gouvernement pour le déconfinement.

Le dépistage ne se fera que sur prescription. Ne serait-il pas plus adapté de donner l'accessibilité à toute personne qui le souhaite au test de dépistage ? L'intrusion de « brigades » ou « équipe mobile » au domicile, sur la base de fichiers qui ne respectent pas le secret médical, n'est-elle pas une atteinte aux libertés individuelles, y compris dans cette période épidémique ? Des masques pour tous sont recommandés voire obligatoires. Certaines communes donnent des masques, d'autres non. La grande distribution vend des masques et n'a pas eu de rupture de stock! Comment font les plus démunis pour s'en acheter ? Où est l'égalité républicaine ? Opportunisme électoral pour certains, pour d'autres « à chacun de se débrouiller » et réelle envie de services à la population pour certains. La CGT demande la gratuité des masques.

Exigeons avec la CGT une autre politique sociale ; revenons à l'essentiel, à l'humain au cœur de notre société et aux valeurs collectives.



Initiative de : Action Non-Violente Cop21, Alternatiba, Amis de la Terre, Attac France, CCFD Terre Solidaire, CGT, Confédération paysanne, Fédération des Services publics, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Solidaires, 350.org, Unef

Pétition UFR FAPT :

https://www.petitions.fr/covid_19_le_jour_dapres_cest_maintenant

Pétition inter-organisations :

<https://www.policat.org/p/9116>

Syndicalisation :

Peu de remontées de FNI. L'activité syndicale continue durant cette période difficile. Pensons à remonter le questionnaire sur l'activité des sections (LDJ 79) à l'UFR.

41 milliards de déficit annoncé mais surtout une confirmation du rôle irremplaçable de la Sécurité sociale

Aussi spectaculaires que soient ces chiffres, il convient d'en apprécier la portée. Il faut d'abord les rapporter aux richesses créées : aussi spectaculaires qu'ils paraissent, c'est 1,7% du PIB.

C'est aussi la moitié des exonérations des 80 milliards d'euros de cotisations sociales dont ont bénéficié les entreprises en 2019 et moins que les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 l'année dernière. En fait, **ce déficit résulte surtout du fait que la Sécurité sociale a joué, une nouvelle fois, son rôle irremplaçable d'amortisseur social en période de crise.**

Ehpad Qu'ils se taisent et qu'ils agissent !

Le gouvernement a annoncé le dépistage systématique des résidents et des personnels en EHPAD, qu'ils soient symptomatiques ou non. Dans les faits, aucun protocole du gouvernement comme des ARS n'a débouché sur la mise en place systématique des dépistages, le

matériel de protection manque encore cruellement. L'heure n'est plus aux belles paroles mais à dégager les moyens à la hauteur des besoins pour les Ehpad, le secteur de l'aide à domicile et tous les professionnels mobilisés pour soigner et accompagner les personnes âgées

Interpellation des CDCA (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie)

proposée par l'UCR dans le cadre de la loi de l'adaptation de la société au vieillissement pour connaître la situation des retraités et des personnes en situation de handicap, en lien avec la crise du Covid-19 dans les départements quel que soit le lieu de vie sur : les tests et traitements, le taux de mortalité, la mise à disposition ou non de masques, etc. et sur les mesure de protection des personnels.

L'État détourne ¼ des réserves de l'ANCV

(Agence Nationale des Chèques Vacances) pour le fond de solidarité des entreprises. Le financement de l'ANCV c'est l'épargne de salariés. Elle permet les vacances des petits. Dans les spoliés, il y a les

agents hospitaliers, félicités par le pouvoir !

Les actions vers les plus démunis seront réduites, supprimées. Il faut annuler cette ponction.

Générosité à géométrie variable

Des dizaines de milliards sont débloqués pour les entreprises. Le gouvernement ne donne que 0,3% pour la prime d'activité et l'AAH, 0,9% pour le revenu de solidarité. Ces aumônes font perdre du pouvoir d'achat à l'aube d'une flambée des prix. La réforme des aides au logement économisera 1,2 milliard sur le dos des allocataires.

La CGT exige une renégociation pour que les familles ne soient pas pénalisées

Un espace consacré à la Culture sur le site CGT

Les lieux de culture clos depuis des semaines et pour longtemps encore, les festivals annulés, des milliers d'artistes, techniciens du spectacle restés sur le carreau... Aux difficultés financières de ces professionnels, amplifiées par cette situation, s'ajoutent celle de leur création qui ne peut s'exprimer. Les mesures d'urgence étaient attendues mais toujours pas de planification à long terme pour l'ensemble de la profession. « *La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert* », disait Malraux.

Les employeurs doivent rester responsables

Le Medef et la CPME sont intervenues auprès du gouvernement afin que leur responsabilité ne soit pas engagée en cas de contamination des travailleurs sur les lieux de travail. La CGT ne veut pas exonérer le gouvernement – qui mène une véritable politique criminelle en laissant travailler des millions de travailleurs sans protection dans les secteurs non essentiels et exige que l'ensemble des salariés contaminés soient reconnus en accident du travail ou maladie professionnelle.

Baisse des dividendes à Orange : Encore loin du compte

L'intervention CGT a permis de diviser par deux les dividendes versés aux actionnaires : 530 millions € tout de même. Il faut gagner une autre politique au service des salariés par de

meilleures conditions de travail, de non-externalisation des réseaux et au service de la population contre la fracture numérique, entre autre.

Sanofi : non aux dividendes !

En plein cœur de la crise sanitaire, Sanofi prévoit de verser 4 milliards € de dividendes. C'est scandaleux alors que l'entreprise devrait se focaliser sur la découverte, la production et la distribution des médicaments et vaccins accessibles à tous. C'est indécent au regard de la mobilisation des salariés, en télétravail ou sur les sites de production, malgré les risques encourus. La CGT exige que cet argent soit consacré au développement scientifique et industriel.

Production et commerce des armes : loin des urgences, loin des besoins essentiels

Si la CGT reconnaît le rôle spécifique de l'industrie de défense, elle affirme que les développements et la production de matériel neuf peuvent attendre. La CGT porte des projets alternatifs avec le savoir-faire des personnels sur une filière d'imagerie médicale chez Thalès, dans les domaines de l'éolien ou de l'hydrolien, chez Dassault Aviation.

Pour l'interdiction des armes nucléaires

Le traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) a été signé par 81 Etats et ratifié par 36. La France tente d'empêcher le processus de ratification et engage un programme de 100 milliards € pour « la modernisation » de son arsenal. La CGT et le Mouvement de la Paix appellent à faire signer massivement la pétition initiée par le collectif « En marche pour la paix » : la France et tous les Etats doivent ratifier le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires

Situation catastrophique des migrants en Europe

45 000 demandeurs d'asile en mer Egée. Confinement strict mais peu de protection dans les camps. Bateaux de sauvetage devenus épaves fantômes. Refoulement organisé des réfugiés par Malte... Suspension des dispositifs de demande d'asile, poursuites des expulsions, fermetures des ports et des

frontières, refoulements illégaux, mise en quarantaine massive... Après moult interventions, rétablissement du dispositif d'enregistrement des demandes d'asile en Ile-de-France. Ne laissons pas « la guerre » contre le Covid-19, parachever le projet d'Europe forteresse ?

INTERNATIONAL

Venezuela : la faim, une arme contre Maduro

Bien que limitant les effets tragiques du COVID-19, le Venezuela souffre encore plus d'insuffisance alimentaire, due à la fois à une inflation très élevée et à une réduction de l'approvisionnement en nourriture. Deux facteurs amplement utilisés contre le Président Maduro avec les USA à la pointe de ce combat d'hostilité et d'ingérence de Trump contre le peuple vénézuélien.

Etats-Unis : quand Trump attise la guerre civile

Trump est à la manœuvre pour favoriser des manifestations pro déconfinement après avoir nié et minimisé à outrance la pandémie mondiale. En proie à des difficultés dans la perspective des élections prochaines à la Maison blanche, il encourage des manifestations armées et la Chine est désignée comme coupable du COVID-19, hypothèse pourtant balayée par la plupart des scientifiques et en premier lieu les USA.

La Palestine autorisée à poursuivre Israël pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité

La procureure de la Cour Pénale Internationale estime qu'une enquête pourrait être ouverte sur des crimes présumés commis dans les territoires palestiniens occupés. Malgré des soutiens internationaux politiques et juridiques, Israël a vu ses arguments s'effondrer, notamment que la Palestine ne relevait pas du droit israélien mais du droit international.

